

Triialogue régional pour l'Afrique francophone sur la neutralité en matière de dégradation des terres, les pollinisateurs et la productivité agricole

**TRIALOGUE VIRTUEL PRÉLIMINAIRE À L'INTENTION DE LA COMMUNAUTÉ
DES PRATICIENS DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19**



Compilation des résultats du partage des
connaissances et des expériences

DU 2 AU 25 NOVEMBRE 2020

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) travaille dans environ 170 pays et territoires, contribuant à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités et de l'exclusion. Nous aidons les pays à élaborer des politiques, à acquérir des compétences en leadership, à former des partenariats et à renforcer les capacités institutionnelles, ainsi que la résilience, afin de pérenniser les résultats du développement. Le Centre mondial de politiques pour la résilience des écosystèmes et la lutte contre la désertification (GC-RED), basé à Nairobi, est l'un des centres mondiaux de politiques du PNUD. Le GC-RED a pour responsabilité de faire progresser la réflexion et le partage des connaissances au niveau mondial sur le développement inclusif et durable dans les zones arides et les écosystèmes fragiles.

Le Réseau pour la biodiversité et les services écosystémiques (BES-Net) est un « réseau des réseaux », qui favorise le dialogue entre science, politique et pratique, pour une gestion plus efficace de la biodiversité et des écosystèmes contribuant au bien-être humain à long terme et au développement durable.

Ce Réseau utilise une approche fondée sur trois piliers : le renforcement des capacités en présentiel (Trialogue BES-Net) ; les évaluations nationales des écosystèmes ; la plateforme en ligne pour le réseautage – tous ces piliers se renforçant mutuellement. BES-Net est hébergé par le GC-RED du PNUD.

Photographie :

Mise en garde : Cette publication est à titre purement informatif. Les opinions qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du PNUD et de ses partenaires.

Remerciements : Ce recueil est le résultat du partage des connaissances et des expériences au cours du Trialogue virtuel régional pour l'Afrique francophone organisé à l'intention de la communauté des praticiens du 2 au 25 novembre 2020. Les informations contenues dans ce document sont celles qui ont été définies et partagées par les participants pendant et après le Trialogue virtuel. Une liste complète des participants et de leurs coordonnées est disponible à l'annexe 2. Nous remercions tous les experts et partenaires qui ont fourni des commentaires et des contributions pour améliorer la qualité du document, dont : Yuko Kurauchi, Bertrand Tessa, Pippa Heylings, Kimberly Gill, Prashanthi Subramaniam et Alexandra Postrigan.

La production de ce document et l'organisation du Trialogue virtuel ont été rendues possibles grâce au soutien financier du Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU).





TABLE DES MATIÈRES

I	Contexte	4
II	Objectifs	4
III	Fondements de base du Trialogue virtuel	5
IV	Méthodologie et résultats des Trialogues nationaux virtuels	6
IV.1	Méthodologie des Trialogues nationaux virtuels	6
IV.2	Résultats des Trialogues nationaux virtuels	7
V	Méthodologie et résultats des échanges du Trialogue régional virtuel	14
V.1	Méthodologie du Trialogue régional virtuel	14
V.2	Résultats du Trialogue régional virtuel	15
ANNEXES		20
Annexe 1	Agenda du Trialogue régional virtuel	20
Annexe 2	Liste des participants au Trialogue régional virtuel	21



CONTEXTE

La pandémie liée à la COVID-19 a rendu difficile l'organisation en présentiel du Trialogue régional pour l'Afrique francophone, telle qu'initialement prévue dans le courant de l'année 2020 par le Réseau pour la biodiversité et les services écosystémiques (BES-Net). En attendant un retour à la normale de la situation sanitaire, l'équipe de BES-Net s'est inspirée des nouvelles tendances dans le domaine de la communication virtuelle pour piloter une approche innovante de dialogue virtuel appelé *Trialogue virtuel*. Les séances de dialogue convient les parties prenantes, c'est-à-dire des praticiens, des utilisateurs et des gestionnaires des ressources naturelles (la communauté des praticiens) provenant des pays cibles. Il s'agit notamment des représentants des peuples autochtones et des communautés locales (PACL), ainsi que des détenteurs des savoirs locaux et autochtones (ILK en anglais) exerçant dans des domaines en lien avec les thèmes du Trialogue, à savoir les pollinisateurs/la pollinisation et la restauration/réhabilitation des terres.



OBJECTIFS

L'objectif du Trialogue virtuel est de fournir aux représentants des peuples autochtones et des communautés locales (PACL), ainsi qu'aux détenteurs des savoirs locaux et autochtones, issus des pays francophones ciblés, l'opportunité de créer un dialogue constructif et de faciliter le partage de connaissances, en vue de renforcer et d'améliorer leur contribution au Trialogue régional pour l'Afrique francophone sur la neutralité en matière de dégradation des terres, les pollinisateurs et la productivité agricole.

Spécifiquement, ce Trialogue virtuel vise à :

- i **Accroître la diversité dans le cadre de la représentation** des membres issus de la communauté des praticiens (par exemple, les communautés locales et peuples autochtones, les ONG, les organisations de la société civile et les entreprises) ;
- ii **Améliorer leur compréhension des Trialogues BES-Net**, ainsi que le dialogue interculturel inhérent aux activités préparatoires (Trialogue virtuel), **et leur participation** au Trialogue lui-même et au partage de connaissances avec la communauté scientifique qui en découle ;

- iii **Relever le défi de l'asymétrie de pouvoir** entre politique, science et pratique, qui est présente dans tout dialogue multipartite, en remodelant les règles et les normes régissant les relations et la dynamique de pouvoir dans le cadre de la coproduction du savoir ;
- iv **Améliorer la contribution des savoirs locaux et autochtones** à l'évaluation conjointe des informations par les scientifiques et les praticiens ;
- v **Recueillir des exemples** de défis et de leçons apprises (points phares) issus de la communauté de praticiens dans le contexte de la COVID-19, eu égard aux changements advenus dans la démarche de production alimentaire locale, mettant en évidence l'importance des pollinisateurs et des pratiques locales dans la réhabilitation/restauration des terres, et le renforcement de la résilience ;
- vi **Enrichir la nature participative du processus d'élaboration** du document de référence du Trialogue en cours.



FONDEMENTS DE BASE DU TRIALOGUE VIRTUEL

Le Trialogue virtuel était fondé sur le principe fondamental du consentement libre, informé et préalable et structuré en deux phases :

- **Trialogues nationaux virtuels.** Cette première phase du Trialogue virtuel s'est tenue du 2 au 25 novembre 2020 à travers des groupes nationaux WhatsApp créés dans chacun des sept pays représentés (Bénin, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Togo et Sénégal). Il s'agissait pour l'équipe de facilitateurs de stimuler le partage d'expérience et de connaissances avec les participants de chaque pays, en échangeant des messages courts, contenant des questions et des exercices, au sein de chaque groupe national WhatsApp.
- **Trialogue régional virtuel.** Cette phase du Trialogue virtuel s'est tenue du 24 au 25 novembre 2020 sur la plateforme Zoom en présence des participants des sept pays, ainsi que des personnes-ressources issues du milieu universitaire et des institutions partenaires. Ces deux sessions Zoom d'une durée de 3 heures chacune avaient pour but de partager les connaissances et savoirs au niveau régional entre les participants des différents pays-cibles et avec un nombre d'acteurs plus diversifié, afin d'approfondir la conversation et les échanges.



IV

MÉTHODOLOGIE ET RÉSULTATS DES TRIALOGUES NATIONAUX VIRTUELS

IV.1 Méthodologie des Trialogues nationaux virtuels

La première phase du partage de connaissances s'est déroulée via des discussions WhatsApp au sein de chaque pays cible, sur une période de deux semaines. Les discussions étaient animées par une facilitatrice. La participation s'est faite par messages textuels ou audio et échanges de photos et d'enregistrements vidéo. Il a été demandé aux participants de :

- a** Accepter une invitation à joindre un groupe WhatsApp du Trialogue pour le pays ;
- b** Partager selon leur convenance des informations comprenant notamment :
 - les activités des projets mis en œuvre ;
 - des photos montrant les activités, ainsi que les éléments de l'écosystème environnant (comme les plantes, les cultures, les insectes et les animaux) ;
 - les noms locaux de plantes et d'animaux, ainsi que des récits au sujet de leurs interactions (par exemple, quelles plantes et quels aliments dépendent de quels animaux / oiseaux / insectes pollinisateurs pour mieux pousser) ;
 - des idées sur ce qui doit être fait pour produire des aliments locaux de qualité tout en restaurant la nature et en améliorant la qualité du sol et la santé des populations ;
- c** des réponses à quelques questions anonymes en ligne selon leur convenance et dont les résultats devraient être partagés au sein du groupe.

Des notes ont été prises, de même que les images, récits et informations enregistrés. **Ces informations ont été partagées avec d'autres personnes en dehors du groupe WhatsApp (avec l'accord des participants).**

IV.2 Résultats des Trialogues nationaux virtuels



Veuillez décrire les conséquences locales de la pandémie en termes d'accès à la nourriture, de changements dans l'agriculture ou de pression sur les ressources naturelles.

1 Conséquences négatives ou potentiellement négatives de la pandémie

- Impact sur le système alimentaire local et sur la chaîne alimentaire en raison de l'évolution de l'offre et de la demande alimentaires :
 - Réduction de la distribution des denrées alimentaires des villages vers les marchés, en raison des barrages routiers ;
 - Augmentation du prix de certains produits à mesure qu'ils se raréfient ;
 - Manque de moyens pour l'achat des intrants et semences ;
 - Moindre disponibilité de semences certifiées ;
 - Utilisation accrue du stock de réserve de semences traditionnelles, avec perte de la biodiversité ;
 - Dégradation des conditions de vie économiques des femmes agricultrices.
- Impact sur l'organisation sociale, pour une meilleure gestion des ressources naturelles :
 - Arrêt des activités des organisations communautaires telles que les coopératives, qui favorisent la cohésion, la gestion collective des ressources naturelles, des initiatives génératrices de revenus et une hausse de la valeur ajoutée de ces ressources ;
 - Augmentation de la pression sur les ressources naturelles (par exemple, fabrication du charbon, récolte de produits ligneux et non ligneux) ;
 - Retour des jeunes dans leur village d'origine, en raison de la perte d'emploi ;
 - Faible priorité des programmes gouvernementaux de lutte contre les conséquences de la pandémie protégeant les intérêts des peuples autochtones.



2 Conséquences potentiellement positives de la pandémie

- Passage d'une agriculture à grande échelle à une agriculture de subsistance à plus petite échelle ;
- Réduction de l'utilisation de produits chimiques pour l'agriculture, en raison d'une pénurie de ceux-ci et d'une volonté accrue d'expérimenter des méthodes agroécologiques ;
- Augmentation du nombre de personnes intéressées par l'apiculture dans les zones forestières, contribuant à protection des pollinisateurs et de la biodiversité.

Exercice interactif en ligne (www.menti.com) : veuillez partager vos réponses aux questions en ligne sur les changements nécessaires aux décisions politiques et à la pratique ci-dessous.

Question 1 : Quelles sont les mesures politiques et pratiques qui menacent les pollinisateurs, la qualité des sols et les systèmes alimentaires locaux ?



L'utilisation abusive des engrais chimiques, les pratiques agricoles actuelles par endroits et la rareté des terres agricoles ;

La promotion des cultures de rente (coton) avec l'utilisation abusive des intrants chimiques de synthèse, la faible vulgarisation de la gestion durable des terres, la faible sensibilisation des populations et l'absence d'environnement réceptif ;

L'utilisation excessive des pesticides ;

La production au-delà des besoins réels ;

La concurrence.

CAMEROUN



L'utilisation de substances chimiques et de pesticides et leur déperdition dans l'environnement, la promotion d'une agriculture intensive qui réduit la biodiversité, l'effet désastreux des monocultures, les conditions favorables aux parasites ;

L'exploitation des énergies fossiles, l'agriculture productiviste, l'utilisation des pesticides non homologués ;

L'appauvrissement des sols, l'utilisation intensive des pesticides, l'exploitation du pétrole, l'agriculture moderne.



L'exploitation des forêts ;

Les lois qui ne tiennent pas compte des droits des peuples autochtones sur leurs terres traditionnelles ;

La mauvaise gouvernance.



Le développement industriel qui exploite à outrance la biodiversité ;

La pratique agricole intensive, le recours aux pesticides, les méthodes telles que l'agriculture sur brûlis qui détruisent la forêt et appauvrissent le sol ;

La dégradation du sol et la fragmentation des habitats naturels, la disponibilité limitée des ressources alimentaires pour les pollinisateurs et la contamination chimique des plantes, des eaux et des sols par les pesticides.

TCHAD



La déforestation, l'agriculture intensive et l'utilisation d'intrants chimiques comme les insecticides, les peptides, les herbicides ;

L'agriculture sur brûlis et la destruction abusive des arbres sans reboisement successif. La non-pratique des méthodes de culture préservant la biodiversité animale et l'encouragement insuffisant des initiatives privées par les politiques locales.

La démographie galopante des villes et l'autorisation d'utilisation des pesticides donnée aux paysans.



Question 2 : Citez au moins trois recommandations que vous avez faites ou que vous aimeriez faire au gouvernement et aux entreprises pour faire face aux menaces sur les pollinisateurs, la qualité des sols et les systèmes alimentaires locaux.



Promouvoir les semences traditionnelles et la consommation locale pour encourager les producteurs, réglementer l'usage des pesticides en agriculture et soutenir l'agriculture familiale durable en privilégiant les investissements dans ce secteur, etc. ;

Créer un milieu réceptif pour la sauvegarde de l'environnement et de la biodiversité, ainsi que pour l'adoption de la gestion durable des terres (GDT), en collaborant avec des organisations locales ayant des expériences avérées et la confiance des populations ;

Remplacer progressivement les intrants chimiques par des intrants naturels dans les productions agricoles, sensibiliser les producteurs aux bienfaits des intrants naturels pour les sols et les encourager en ce sens par des subventions.



BÉNIN

La production et la consommation en circuit court ;

Les mécanismes de financement qui ont un impact ;

La spécialisation des intervenants jouant un rôle dans la chaîne de production agricole.

CAMEROUN



Il faudrait appliquer des politiques pour la protection et l'utilisation durable des pollinisateurs au niveau national (gouvernement) ; mettre en œuvre des pratiques de gestion et de protection des pollinisateurs et des sols (entreprises) ;

Réglementer l'entrée et la commercialisation des pesticides, promouvoir l'énergie verte. Protéger les sols par l'utilisation de techniques traditionnelles ;

Former les paysans à une meilleure utilisation des terres et former les producteurs à la fabrication de produits naturels pour enrichir la qualité des terres.



CÔTE D'IVOIRE





La protection légale
des terres autochtones ;

La gestion durable des
ressources naturelles
et de la biodiversité ;

La bonne gouvernance.



La pratique de l'agriculture écologique,
la reconnaissance des savoirs locaux
favorables aux pollinisateurs, la réduction
de l'utilisation des pesticides ;

La lutte contre la dégradation et la fragmentation
des habitats naturels, contre la limitation des
ressources alimentaires des pollinisateurs et
contre la contamination chimique des plantes,
des eaux et des sols par les pesticides ;

La protection de notre environnement.



TCHAD



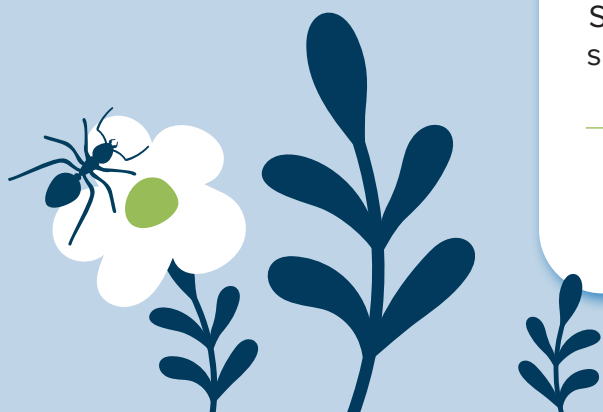
Promouvoir les semences paysannes et une
agriculture écologique sur le plan national ;

Adopter une stratégie nationale de
promotion de l'agroécologie et intégrer
l'agroécologie aux mesures de lutte
contre les changements climatiques ;

Mobiliser des ressources financières
pour mieux accompagner les actions
de développement et de préservation
des ressources et de la biodiversité ;

Sensibiliser les communautés à l'importance de
sauvegarder la biodiversité. Éduquer les enfants
à l'importance de protéger l'environnement.

Informar des avantages de la lutte
contre le changement climatique vis-à-
vis de ses conséquences néfastes.



Question 3 : Veuillez partager les moyens qui vous ont parus efficaces pour faire entendre votre voix auprès des gouvernements, des scientifiques et des entreprises au sujet de solutions locales fondées sur la nature préservant la biodiversité.



Organiser, avec des femmes du milieu rural, des séances de plaidoyer adressées aux autorités.

La foire des semences traditionnelles ;

Valoriser des pratiques telles que l'apiculture. Le partage des connaissances entre les différents acteurs lors des ateliers, réunions et formations permettra de prendre connaissance des solutions locales et de les mettre en œuvre si elles s'avèrent efficaces ;

Sensibiliser par les médias. Vulgariser des solutions locales à l'échelle nationale et régionale ;

Former des femmes à l'apiculture, sensibiliser à l'entretien des sols et lutter contre les ravageurs ;

Faire remonter au gouvernement les efforts fournis à la base envers les politiques ;

Il n'y a pas plus sourd que quelqu'un qui ne veut pas entendre. Nos modèles de développement ne mesurent que les bénéfices financiers et non sociaux ou environnementaux.



BÉNIN

CAMEROUN



La mise en avant du consentement libre et préalable dans l'insertion territoriale des projets ;

Le concept de comité de développement local dans le choix des projets pertinents pour une communauté.



La promotion de techniques naturelles à travers des campagnes de sensibilisation et des ateliers de formation ; l'implication des communautés locales dans le processus de restauration des terres dégradées ;

Les formations agricoles dispensées par les coopératives, la reconversion des vendeurs de pesticides, la promotion des mesures gouvernementales sur la protection des sols ;

Impliquer les communautés locales, améliorer le cadre institutionnel, sensibiliser à l'agroécologie et renouveler des plantations vieillissantes par la création et la distribution de nouveaux plants.

CÔTE D'IVOIRE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Les colloques, foires agricoles et festivals ;

Le plaidoyer et le lobbying ;

La meilleure connaissance et la diffusion des pratiques des communautés.

Les ateliers de plaidoyer qui se basent sur les recherches ou les évaluations ;

La sensibilisation à proximité ;

Les moyens que nous trouvons efficaces pour faire entendre des solutions locales sont : sensibilisation, formation, études et recherches.

Le dialogue politique sur l'agroécologie ;

Le plaidoyer auprès des autorités, la rencontre avec les autorités.

Les études pour montrer l'efficacité des solutions locales, socioculturelles et fondées sur la nature ;

L'organisation, périodique, des dialogues, de forums et de conférences sur des thèmes en lien avec la nature ;

L'obtention de financements ;

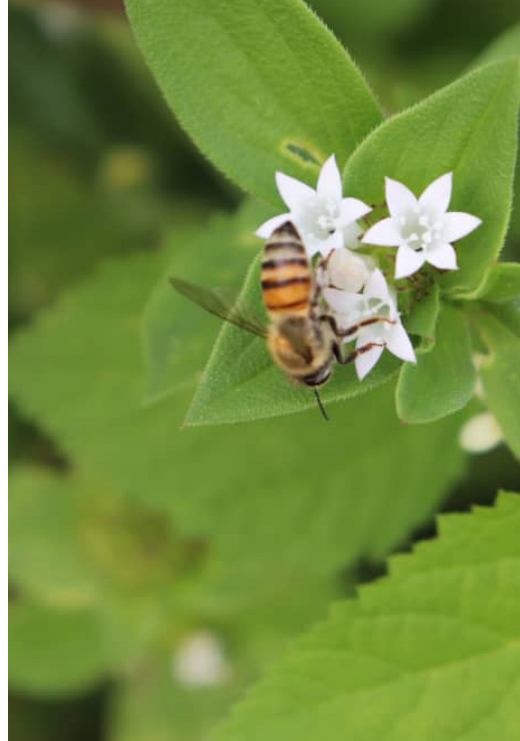
La sensibilisation et la formation de la base. Les bonnes pratiques agricoles ;

La promotion de la consommation locale ;

La restauration des sols et des forêts communautaires, le renforcement des systèmes d'appui, l'accompagnement du monde rural.

TCHAD

TOGO



V MÉTHODOLOGIE ET RÉSULTATS DES ÉCHANGES DU TRIALOGUE RÉGIONAL VIRTUEL



V.1 Méthodologie du Trialogue régional virtuel

Le Trialogue régional virtuel a été organisé sous forme de sessions thématiques basées sur des exposés donnés par les participants. Leur objectif était le partage de connaissances et d'expériences. Lors de la journée du 24 novembre 2020, les participants ont été invités à partager des informations sur la manière dont ils ont adapté leurs techniques, pratiques et démarches de travail pendant la pandémie. Il s'agissait notamment de mettre en exergue la valeur des pollinisateurs et les connaissances sur ceux-ci, du point de vue culturel, social, médical, nutritionnel et socio-économique, ainsi que de partager des récits sur les relations entre les pollinisateurs et les autres composantes du milieu. Il s'agissait enfin de partager les expériences sur les innovations en matière de production agricole, ainsi que sur les améliorations du système alimentaire, en établissant des liens avec les pollinisateurs, mais aussi avec la protection de la biodiversité forestière.

Lors de la journée du 25 novembre 2020, l'accent a été mis sur la définition des menaces et des facteurs de changement, ainsi que sur les points phares qui caractérisent les changements positifs et la manière dont les messages y afférents sont vulgarisés auprès des décideurs politiques et du secteur privé. Il s'agissait également d'examiner le rôle du travail en réseau à travers le Trialogue, ainsi que de définir les prochaines étapes du processus.

La première journée a commencé par un exercice interactif sur l'outil « Mentimeter » à travers lequel les participants ont été appelés à répondre à un certain nombre de questions :

Éric Guetsa (Cameroun) : La pandémie n'a pas eu d'effets importants sur les activités de notre organisation parce que celle-ci travaille en zone rurale (Dschang), où les populations sont non seulement peu informées, mais également travaillent en circuits courts. Ces populations sont peu ouvertes aux marchés situés au-delà de leur secteur géographique. Un autre facteur est que la majorité de la production est consommée localement. Les populations n'ont pas de craintes vis-à-vis de leurs homologues et fonctionnent comme si la pandémie n'existait pas.

Cyrille A. Djowamon (Bénin) : Du point de vue de l'impact sur notre organisation, nous avons un financement venant de l'Union européenne qui a été suspendu du fait de la pandémie.

Patrick Saidi (Dynamique des groupes des peuples autochtones, République démocratique du Congo) : L'expérience fait partie d'un projet que nous développons actuellement, axé sur la cohabitation pacifique entre les peuples autochtones et les communautés bantoues. Notre démarche consiste à mettre en place des plantations qui faciliteront le contact mutuel. Nous savons que la vie des Pygmées est intrinsèquement liée à la forêt. Maintenant que nous avons l'exploitation industrielle, généralement non durable, des forêts, les Pygmées doivent aujourd'hui ajuster leur mode de vie. Nous introduisons l'agriculture biologique comme une voie de salut pour compléter les besoins en termes de nourriture et de revenus, tout en favorisant la cohabitation avec les Bantous.

Mathieu S. A. R. Toviehou (Groupe de recherche et d'action pour le bien-être – GRABE, Bénin) : Nous ne pouvions plus aller à la rencontre des communautés et les communautés ne pouvaient plus se rendre visite entre elles, à cause des restrictions de circulation imposées par le gouvernement. Les communautés ne pouvaient plus effectuer les récoltes dans les champs ou celles qui les avaient déjà faites ne pouvaient plus aller vendre sur les marchés. En conséquence, les banques de semences ont commencé à se vider pendant les deux mois de restriction. Lorsque les restrictions ont été



Présentation du travail graphique sur les sessions thématiques

levées, les banques de semences ont permis aux communautés de relancer leurs activités agricoles.

Yawa Edzodzinam Dogbe (Association pour la promotion des arbres fertilitaires, de l'agroforesterie et de la foresterie – APAF, au Togo) : L'APAF forme les paysans dans leurs champs, à travers ses centres techniques de coopération agricole et rurale (CTA), à la reconnaissance des arbres que nous appelons « à régénération naturelle assistée » (RNA). L'APAF inocule les jeunes plantes fertilitaires sur pépinière afin de leur donner la même capacité que la plante-mère à effectuer la mycorhization et la symbiose avec les rhizobiums. L'APAF géolocalise les champs des paysans pour en assurer le suivi et ainsi permettre de connaître la superficie totale reboisée chaque année.

Session de questions-réponses

Session thématique III : Quels sont les exemples de relations mutuellement bénéfiques entre les pollinisateurs et la biodiversité pour améliorer les systèmes agricoles ?

Générose Bayise Ayi (Amis de l'Afrique francophone – AMAF, Bénin) : Nous pilotons un projet de valorisation des produits de la ruche, susceptible de promouvoir l'élevage et la protection des abeilles. Nous accompagnons trois groupements de femmes d'une zone (nord du Bénin) avec lesquels nous travaillons pour la production du miel. C'est surtout dans les plantations d'anacardiers que nous avons installé nos ruches. Les fleurs d'anacardier attirent la majorité des abeilles. Nous essayons d'une part, de créer des conditions pour optimiser et maintenir les divers essaims d'abeilles dans ces plantations en éliminant les prédateurs des abeilles, et d'autre part, d'améliorer la production de façon à assurer les meilleures conditions pour les abeilles. Nous essayons de créer des conditions favorables de manière que les prédateurs des abeilles ne détruisent



Présentation du travail graphique sur les sessions thématiques

pas les colonies d'abeilles. Pour éliminer ou chasser les prédateurs, nous évitons d'utiliser des pesticides qui pourraient avoir des répercussions négatives sur les abeilles et l'environnement. En revanche, nous utilisons des produits organiques (fongicides organiques) pour traiter nos ruchers, protéger les abeilles des insectes et autres prédateurs, et garantir une bonne production.

Emmanuel Wirsly (Cameroon Gender and Environment Watch – CAMEGEW, Cameroun) : Je vais parler d'un arbre spécial : *croton macrostachyus*, que nous avons autour de nous. C'est un arbre médicinal à croissance très rapide. Cet arbre a beaucoup de fleurs et attire plusieurs espèces d'abeilles. Je me suis demandé pourquoi il y a beaucoup d'arbres dans la forêt, mais les abeilles sont particulièrement intéressées par cet arbre particulier. J'ai constaté que ses fleurs sont blanches et qu'il y a beaucoup d'abeilles dessus. L'arbre fleurit à partir de juin, jusqu'à août/septembre. Pendant cette période, il n'y a pas beaucoup d'abeilles dans nos forêts. Cet arbre a beaucoup de propriétés. De nombreux herboristes le recherchent pour en prélever l'écorce.

Session de questions-réponses

La journée du 25 novembre a commencé par un récapitulatif de la première journée, effectué par Pippa sur la base des images réalisées par Sara, la graphiste. Ce récapitulatif a été suivi par la photo de groupe et les travaux thématiques.

Session thématique IV : Les menaces pesant sur les pollinisateurs et la restauration des terres : quels sont les résultats des recherches récentes sur la valeur économique des pollinisateurs, les tendances et la santé des terres dans la région ?

Cette session thématique consistait en une présentation PowerPoint réalisée par Bertrand Tessa, suivie par une session de questions-réponses. La présentation est disponible [ici](#).

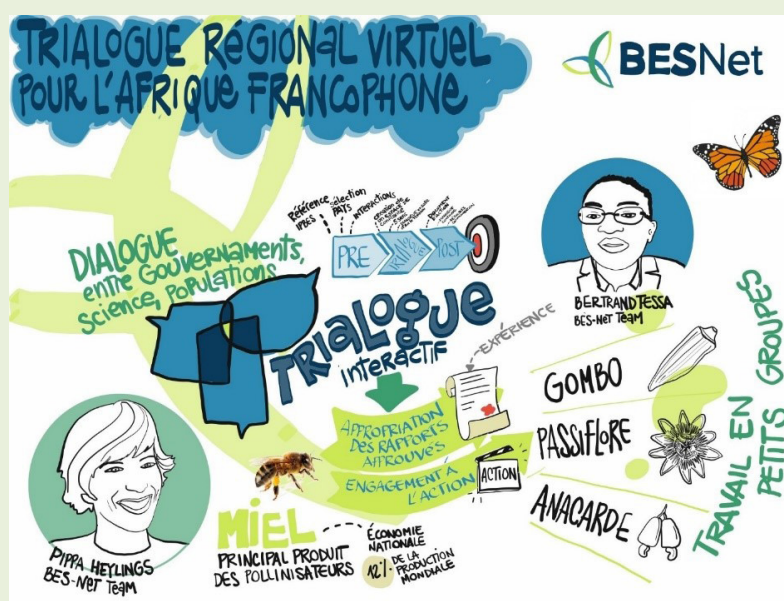
Groupes de travail : Quels sont les facteurs à l'origine du déclin des pollinisateurs et de la dégradation des terres dans les pays respectifs des participants ?

Les participants ont, par la suite, été divisés en trois groupes de travail pour des discussions sur les facteurs à l'origine du déclin des pollinisateurs et de la dégradation des terres.

Groupe 1 (Anacarde) supervisé par Pippa ; Groupe 2 (Gombo) supervisé par Tessa ; Groupe 3 (Fruit de la passion) supervisé par Kimberly.

Contribution du groupe Gombo : Composé de participants issus des différents pays représentés, ce groupe s'est révélé très dynamique et engagé. La reconnaissance de la chauve-souris comme agent pollinisateur est controversée. Certains participants disent avoir constaté une pollinisation par la chauve-souris, mais d'autres participants pensent que la chauve-souris représente une menace pour l'équilibre de l'écosystème, parce que les arbres ont tendance à se défolier en leur présence. Beaucoup de participants pensent que l'abeille est l'agent pollinisateur le plus répandu et le plus important. Un élément particulier de la conversation de groupe a été le fait qu'un participant classe le vent parmi les agents pollinisateurs. Ce participant a indiqué que le vent est un agent pollinisateur non biologique. En ce qui concerne les facteurs de dégradation des sols, les participants ont cité, entre autres, et en fonction des pays : l'exploitation minière, les changements climatiques, la déforestation, les pesticides, etc.

Contribution du groupe Fruit de la Passion : En ce qui concerne les principales menaces, les participants ont cité la déforestation, l'utilisation abusive des fertilisants et pesticides, ainsi que les changements d'utilisation des terres, l'exploitation abusive des terres et des ressources naturelles, l'introduction de certaines espèces, l'urbanisation des zones rurales, l'augmentation de la sécheresse et des inondations, la promotion des cultures de rente, la faible utilisation des fertilisants organiques, ainsi que les feux de brousse.



Présentation du travail graphique sur les sessions thématiques

Contribution du groupe Anacarde : Ce groupe était composé des représentants de tous les pays présents. Ses membres ont désigné l'abeille comme le principal agent pollinisateur. Et selon eux, la principale menace de dégradation des terres est l'utilisation incontrôlée des pesticides et les effets de ceux-ci sur les pollinisateurs, aussi bien domestiques que sauvages, dans les environs. Les monocultures, qui vont de pair avec les pesticides, ont également été caractérisées comme étant l'une des principales menaces. Le besoin de mener davantage de recherches à cet effet a été clairement souligné. La discussion a aussi porté sur la meilleure démarche pour valoriser les connaissances indigènes.

Session thématique V : Comment arrivez-vous à établir la combinaison parfaite entre la valeur des pollinisateurs, les systèmes alimentaires et la restauration des terres (points phares) ?

Nadège Gahy (Jeunes volontaires pour l'environnement, Côte d'Ivoire) : Nous travaillons avec les communautés depuis 2008, et depuis 2019 nous formons les populations en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Au niveau de Daloa, nous sommes en contact avec le directeur de l'école fermière de Zaguiguia et dans son jardin, nous créons des conditions pour attirer plusieurs pollinisateurs. Depuis avril 2020, nous avons décidé d'expérimenter la culture de la passiflore, plante produisant le fruit de la passion. La fleur du fruit de la passion est éphémère : elle ne vit qu'un seul jour et doit absolument être pollinisée pour donner le fruit de la passion.

Koque Kombate (Code Utile Afrique, Togo) : Nous travaillons dans divers domaines, notamment sur l'environnement. Nous menons plusieurs actions qui concourent à la protection de l'environnement en milieu paysan. La production de biopesticides à base de neem avec une coopérative de femmes vise à protéger les agriculteurs, et notamment les maraîchers, d'une dépendance totale à l'utilisation des produits chimiques qui détruisent l'environnement et nuisent à la santé des consommateurs des produits maraîchers. L'utilisation de ces biopesticides permettra donc de restaurer l'écosystème, pollinisateurs compris. Ce projet mené avec une coopérative des femmes reçoit l'appui technique et financier du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).



Présentation du travail graphique sur les sessions thématiques

Saïdou Gnanando (Réseau de développement des réserves naturelles communautaires, Bénin) : Nous voulons valoriser la médecine traditionnelle et, par conséquent, nous encourageons les aînés à transmettre leurs connaissances des plantes aux générations futures.

Session de questions-réponses

Session thématique VI : Que faut-il faire de plus pour réduire les menaces et renforcer les opportunités pour plus de points phares ? Que peut-on faire pour influencer les changements de politique et de pratique qui sont nécessaires ?

Ornela Medom (Appui pour la protection de l'environnement et le développement – APED, Cameroun) : Les droits des populations autochtones ne sont pas pris en compte dans les activités de certaines compagnies, y compris au niveau international. Nous avons établi un partenariat avec une ONG américaine nommée Mighty Heart. Nous recensons toutes les violations des droits des populations autochtones, telles que la pollution des sources d'eau, la non prise en compte de leurs besoins dans les cahiers des charges, etc. Nous avons partagé ces informations avec Greenpeace qui a publié tous les problèmes qui ont été soulevés. Nous avons renforcé les capacités et les communautés ont pu obtenir des forages en compensation des pesticides. Nous allons continuer à travailler pour renforcer les capacités des communautés.



Présentation du travail graphique sur les sessions thématiques

Session des questions-réponses

Mots de clôture :

Bertrand Tessa a remercié l'ensemble des participants pour leur présence et le partage des connaissances et expériences. Il les a ensuite informés des prochaines étapes, notamment l'organisation du Trialogue en présentiel au Cameroun lorsque les conditions sanitaires le permettront à nouveau.



ANNEXES

Annexe 1 Agenda du Trialogue régional virtuel

Jour 1 : mardi 24 novembre 2020

Horaire (GMT)	Activité
12:45 – 13:00	Préparation de la salle de réunion Zoom et test de connectivité
13:00 – 13:30	Cérémonie d'ouverture : • Mots de bienvenue • Présentation des participants • Objectifs, programme et méthodologie basée sur l'approche CLIP
13:30 – 14:00	Session thématique I : Que pouvons-nous apprendre de la pandémie sur la gestion des terres, la biodiversité et la sécurité alimentaire ? Messages clés du rapport IPBES sur les pandémies et la biodiversité, et échange de connaissances sur les impacts locaux de la COVID-19
14:00 – 14:15	Pause
14:15 – 14:45	Session thématique I – Table ronde : Activités pratiques d'adaptation face à la COVID-19, qui améliorent l'accès local aux denrées alimentaires et aux intrants agricoles respectueux de l'environnement. Questions et réponses
14:45 – 15:05	Session thématique II : • Valeurs de la pollinisation et des pollinisateurs : le cas du gombo au Togo • Vivre en harmonie avec la nature : relation mutuellement bénéfique entre les hommes et les pollinisateurs : cas des ruches forestières du Cameroun ; session de questions-réponses
15:05 – 15:15	Pause
15:15 – 15:55	Session thématique II - Groupe de travail : Autres exemples locaux des multiples valeurs des pollinisateurs et des relations mutuellement bénéfiques pour l'agroécologie et la protection de la biodiversité
15:55 – 16:00	Fin la première journée : Récapitulatif du jour 1 et explication du jour 2

Jour 2 : mercredi 25 novembre 2020

Horaire (GMT)	Activité
12:45 – 13:00	Préparation de la salle de réunion Zoom et test de connectivité
13:00 – 13:05	Récapitulatif de la première journée et mots de bienvenue de la deuxième journée
13:05 – 13:20	Session thématique II : Commentaires des sessions des groupes de travail
13:20 – 13:45	Session thématique III : Y a-t-il un problème et comment peut-on l'exprimer ? Messages clés des évaluations de l'IPBES sur les pollinisateurs et la dégradation/restauration des terres et le document de référence du Trialogue régional de l'Afrique francophone sur la valeur économique et les tendances des pollinisateurs, ainsi que la santé des terres dans la région
13:45 – 14:30	Session thématique II - Groupe de travail : Facteurs de déclin des pollinisateurs et de dégradation des terres
14:30 – 14:45	Pause
14:45 – 15:15	Session thématique IV – Points phares : Exemples locaux d'initiatives socioculturelles qui promeuvent une agroécologie respectueuse des pollinisateurs, la restauration des sols, les systèmes alimentaires locaux et la protection de la biodiversité
15:15 – 15:45	Session thématique V : • Que faut-il faire de plus pour réduire les menaces et renforcer les opportunités pour plus de points phares ? Que peut-on faire pour influencer les changements de politique et de pratique qui sont nécessaires ? • Consentement libre, informé et préalable pour le partage des connaissances
15:45 – 16:00	Mots de clôture

Annexe 2 Liste des participants au Trialogue régional virtuel

Pays	Prénom et nom	Organisation	Communauté	Courrier électronique
Bénin	Sènamì Chrystelle Dakpogan	Organisation pour le développement durable et la biodiversité (ODDB-ONG)	Praticienne	info@oddbong.org
Bénin	John Ciza	Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO-BÉNIN)	Praticien	johncizab@gmail.com
Bénin	Alfred Oga	Organisation pour le développement durable et la biodiversité (ODDB-ONG)	Praticien	aoga@oddbong.org
Bénin	Générose Bayise Ayi	Amis de l'Afrique francophone (AMAF)	Praticienne	ayigenerose@gmail.com
Bénin	Mathieu S.A.R. Toviehou	Groupe de recherche et d'action pour le bien-être au Bénin (GRABE-Bénin)	Praticien	mat.toviehou@gmail.com
Bénin	Appolinaire Oussou Lio	Groupe de recherche et d'action pour le bien-être au Bénin (GRABE-Bénin)	Praticien	aoussoulio@gmail.com
Bénin	Damien Martin	Centre régional de recherche et d'éducation pour un développement intégré (CREDI-ONG)	Praticien	crediong@credi-ong.org
Bénin	Martial Kouderin	Centre régional de recherche et d'éducation pour un développement intégré (CREDI-ONG)	Praticien	crediong@credi-ong.org
Bénin	Cyrille A. Djowamon	Promotion jeunesse unie pour le développement (PJUD-Bénin), ONG	Praticien	pjudbenin@yahoo.fr
Bénin	Bio Pierre Adje Assogba	Promotion jeunesse unie pour le développement (PJUD-Bénin), ONG	Praticien	pjudbenin@yahoo.fr
Bénin	Michel H. Batamoussi	Réseau de développement des réserves naturelles communautaires (REDERC)	Praticien	
Bénin	Saïdou Gnanando	Réseau de développement des réserves naturelles communautaires (REDERC)	Praticien	gnanando@yahoo.fr
Bénin	Fataï Aina	Amis de l'Afrique francophone (AMAF)	Praticien	amafbenin@yahoo.fr
Bénin	Senako Viviane Tonegnikes	Amis de l'Afrique francophone (AMAF)	Praticienne	amafbenin@yahoo.fr
Bénin	Hotègni Laurent Ahongbonon		Chercheur	evenahl29@gmail.com
Cameroun	Emmanuel Wirsy	Cameroon Gender and Environment Watch (CAMGEW)	Praticien	camgew@gmail.com
Cameroun	Éric Guetsa	Groupe d'initiative commune Réveil du monde rural (GIC-REMOR)	Praticien	guetsae@gmail.com gted01@yahoo.fr
Cameroun	Ornela Medom	Appui pour la protection de l'environnement et le développement (APED)	Praticienne	medomornela55@gmail.com
Cameroun	Victorien Mba	Appui pour la protection de l'environnement et le développement (APED)	Praticien	victorienmba@yahoo.fr
Cameroun	Hawe Bouba	Réseau Afrique centrale de l'Organisation africaine des femmes autochtones (AIWO-OAFA)	Praticienne	mboscudanec@yahoo.com hawehamman@gmail.com
Cameroun	Joseph Itongwa	Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (REPALEAC)	Praticien	itojose2000@yahoo.fr
Cameroun	Venant Messe	Association OKANI	Praticien	venant.messe@gmail.com
Cameroun	Jonas Kemajou Syapze	Organisation pour l'environnement et le développement durable (OPED)	Praticien	oped_cam@yahoo.fr jksyapze@yahoo.com jkemajou@wwfcam.org

Pays	Prénom et nom	Organisation	Communauté	Courrier électronique
Cameroun	Éric Fokam	Université de Buéa	Chercheur	fokam.eric@ubuea.cm
Cameroun	Lucie Félicité Temgoua	Université de Dschang	Chercheuse	temgoualucie@yahoo.fr
Cameroun	Antoinette Nadège Kiboum	Fonds mondial pour la nature (WWF)	Partenaire	akiboum@wwfcm.org
Tchad	Ali Kellou Sidick	Association pour la promotion des femmes et filles du grand Kanem (APFGK)	Praticien	kellousidick@gmail.com
Tchad	Mamadou Mahamat	Organisation Sauvons le lac Tchad (OSLT)	Praticien	mahamat.mamadou@yahoo.fr
Tchad	Aïssatou Oumarou	Association des femmes peules et peuples autochtones du Tchad (AFPAT)	Praticienne	aioumar12@gmail.com aioumar@yahoo.fr
Tchad	Edmond Mainan	Organisation Sauvons le lac Tchad (OSLT)	Praticien	edmondmainan@yahoo.fr
Tchad	Colette Bénoudji	Lead Tchad	Praticienne	colette_issa@yahoo.fr
Côte d'Ivoire	Davy Coulibaly	Actions en faveur de l'homme et de la nature Côte d'Ivoire (AFHON)	Praticien	afhoncotedivoire@yahoo.fr afhon.ivoire@gmail.com davy.afhon@gmail.com
Côte d'Ivoire	Affian Valancia	Notre forêt notre avenir (NOFNA)	Praticienne	foretetavenir@gmail.com
Côte d'Ivoire	Rodolphe Vrerou	Conservation Tai	Praticien	vrrerourodolphe@gmail.com conservationtai@gmail.com
Côte d'Ivoire	Nadège Gahy	Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE)	Praticienne	jve.ivoire@yahoo.fr
République démocratique du Congo	John Ciza Byerungu	Front commun pour la protection de l'environnement et des espaces protégés (FCPEEP)	Praticien	johncizab@gmail.com
République démocratique du Congo	Dominique Bikaba	Strong Roots	Praticien	bikaba@strongrootscongo.org
République démocratique du Congo	Joseph Itongwa	Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers de la République démocratique du Congo (REPALEF-RDC)	Praticien	jitongwa71@gmail.com repalefrdc2017@gmail.com kbosulu@gmail.com
République démocratique du Congo	Patrick Saidi Hemedi	Dynamique des groupes des peuples autochtones	Praticien	patricksaid2007@yahoo.fr
République démocratique du Congo	Pacifique Mokomba	Centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérables (CAMV)	Praticien	camvorg@yahoo.fr
République démocratique du Congo	François Biloko	Réseau pour la conservation et la réhabilitation des écosystèmes forestiers (Réseau CREF)	Praticien	francois.biloko@reseaucref.org
République démocratique du Congo	Clarice Butsapu	Réseau pour la conservation et la réhabilitation des écosystèmes forestiers (Réseau CREF)	Praticienne	francois.biloko@reseaucref.org
République démocratique du Congo	Mylor Ngoy Shutcha	Université de Lubumbashi	Chercheur	mylorshutcha@gmail.com mylor.ngoyshutcha@unilu.ac.cd
Togo	Essivi Sinnégnon Acakpo-Addra	Women Environmental Programme Togo (WEP-Togo)	Praticienne	weptogo@gmail.com
Togo	Zogan Kodzo	Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP)	Praticien	ctop03@yahoo.fr arthurozog@yahoo.fr
Togo	Yawa Edzodzinam Dogbe	Association pour la promotion des arbres fertilitaires, de l'agroforesterie et de la foresterie (APAF)	Praticienne	banhamel@yahoo.fr yaw.edzodzinam.dogbe@gmail.com

Pays	Prénom et nom	Organisation	Communauté	Courrier électronique
Togo	Bayita Kokou	Association pour la promotion des arbres fertilitaires, de l'agroforesterie et de la foresterie (APAF)	Praticien	amegbobay@gmail.com
Togo	Koku Agbee Koto	Comité villageois de développement d'Ando-kpomey	Praticien	kotopaul@yahoo.fr cvdandokpomey@yahoo.fr
Togo	Hodabalo Kpemoua	Action environnementale pour le développement durable (AE2D)	Praticien	khodabalo@hotmail.fr
Togo	Ève Kuadjovi	Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE)	Praticienne	
Togo	Sena Alouka	Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE)	Praticien	yvetogo@hotmail.com
Togo	Rosine Abra Akofa Amelamedji	Femmes volontaires debout pour le développement durable (FVDD)	Praticienne	amelamedirosi@yahoo.fr
Togo	Maglo Komi	Organisation pour la promotion de l'agroécologie solidaire (OPAS)	Praticien	opastg18@gmail.com
Togo	Juliette Ahado	Organisation pour la promotion de l'agroécologie solidaire (OPAS)	Praticienne	opastg18@gmail.com
Togo	Komla Donkor Metsiya	ONG Équi-Nat (Équilibre de la nature)	Praticien	onsequinat@gmail.com
Togo	Tagnam Tomgoula	Jeunes volontaires pour la promotion du monde rural (JVPMR)	Praticien	jvpmr2009@gmail.com
Togo	Kondi Tchitili	Jeunes volontaires pour la promotion du monde rural (JVPMR)	Praticien	jvpmr2009@gmail.com
Togo	Kodjo Tondjo	Les PERma-Jardins du Togo (PERJAT)	Praticien	perjatogo@gmail.com todjo6@gmail.com
Togo	Koque Kombate	Code Utile Afrique	Praticien	kombatetami@gmail.com code_utileaf@yahoo.fr
Togo	Badabate Diwediga	Programme WASCAL (West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use), Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah	Chercheur	diwedigaba@yahoo.fr
Sénégal	Gilbert Kante		Praticien	gibertkante@gmail.com
Sénégal	Mour Gueye	Land Management Programme /Association of Farmer Producers	Praticien	mour.gueye@yahoo.fr
Sénégal	Fatoumata Barry	Université Cheikh Anta Diop	Chercheuse	thiatbarry@gmail.com
	Nigel Thomas Crawhall	UNESCO	Observateur	n.crawhall@unesco.org
	Peter Bates	UNESCO	Observateur	p.bates@unesco.org
	Shena Garcia Rangel	Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC)du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	Observatrice	shena.garciarangel@unep-wcmc.org
	Pernilla Malmer	SwedBio	Observatrice	pernilla.malmer@su.se
	Marlyn Omondi	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/Réseau pour la biodiversité et les services écosystémiques (BES-Net)	Observatrice	marlyn.omondi@undp.org
	Houda Ghazi	Contractante pour BES-Net	Observatrice	ghazi.houda@yahoo.fr
	Javier Burgos	Contractant pour BES-Net	Observateur	javier.burgos.cal@gmail.com

The Biodiversity and Ecosystem Services Network (BES-Net) is jointly implemented by UNDP, UNEP-WCMC and UNESCO, with the aim of building capacity and commitment for biodiversity action across the world. Funded by the Government of Germany, through the International Climate Initiative, and SwedBio, the Network aims to translate the findings from the latest IPBES assessments into action for biodiversity and conservation on the ground.

For more information:

www.besnet.world

